

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 255 - VENDREDI 22 MAI 2015

PÂQUERETTE TROPÉZIENNE

Le directeur de la Société Générale avait déjà prévu ses prochaines vacances à Saint-Trop!
Las ! Une gendarmette (commandante, quand même !) veillait au grain. ●

AGENDA MILITANT

→ 29 mai

Bagnolet [Ensemble! pend la crémaillère](#)

→ 30-31 mai

France [Urgence et justice climatiques](#)

→ 6 juin

La Plaine Saint-Denis [La bataille de la Grèce est la nôtre](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Rencontres/à voir**

[Coup de pouce à un "théâtre poétique d'utilité publique"](#)

→ **Rencontres/à lire**

[Prédation](#), Sandrine Feydel et Christophe Bonneuil
[Poésie et représentations](#)

Cannes, épicerie des extrêmes

Soirées VIP, acteurs bankables, *entertainment* tout puissant, obscurité de l'argent coulant à flot : à Cannes, semble-t-il, seul le tapis est rouge.

Le cinéma est une industrie du divertissement et de l'imaginaire. Le long glissement vers une domination sans faille des producteurs sur les réalisateurs se conforte chaque année. Cette emprise a un impact certain sur les contenus, sur le dénouement des histoires et les thèmes des productions. Cet empire est politique dans sa fondation même. L'imaginaire est l'espace par essence de la lutte des classes. Les films catastrophes, guerriers ou de science fiction suscitent un sentiment d'instabilité permanente, un désir d'ordre et de sécurité. Le récit de la vie des stars cloue l'émancipation sur le mur des "génies" purs et de vies intimes à convoiter...

La France a cette curieuse exception d'être au cœur de cet empire sans être jamais sous sa totale emprise. La fondation du festival de Cannes doit beaucoup à la CGT et au PCF. Le CNC, l'intermittence et les multiples mécanismes de solidarité maintiennent une production indépendante et puissante. Sa diffusion, qui profite de la caisse de résonance du festival, est ample et structurée. Les films français, ou co-produits par des fonds français, sont souvent un antidote sensible à la machine hollywoodienne. Les réalisateurs de ce cinéma indépendant ne limitent pas leur champ de création et, chaque année, ils sont nombreux à investir des sujets sociaux ou politiques. À Cannes, il y a la terre entière, le récit de notre monde qui tombe et des mots qui aident à vivre debout.

Le cinéma et tous les arts vivants sont comme les conteurs de notre mondialité. Ils nous aident à donner sens à cette complexité sans fin, de l'intime et du commun. Cannes pourrait redevenir cet espace de dialogue poétique mondial si strass et paillettes, argent et médiocrité cessaient de dominer les flux médiatiques. Redonnons la parole aux créateurs, provoquons des rencontres entre artistes, militants, intellectuels... L'art est un fait social. L'imaginaire a sa place dans la construction du réel.

Au cœur de ces enjeux, qu'apportent les déclarations de Manuel Valls ? S'il est effectivement grand temps de ré-augmenter le budget de la culture, où sont les priorités politiques : développement des marchés ou émancipation humaine ? Alors que partout en France, festivals et théâtres paient le prix fort des baisses de dotation aux collectivités, qui croira qu'une campagne de communication cannoise suffit à inverser la courbe de cette disparition lente d'une exception culturelle enviée dans le monde entier ?

● Laurent Eyraud-Chaume



Todd, l'égalité et l'inégalité dans la France de l'après-Charlie

Dans son nouveau livre, *Qui est Charlie ?*, Emmanuel Todd propose une analyse atypique, riche mais trop unilatérale et parfois problématique, de la mobilisation consécutive aux attentats des 7 et 9 janvier 2015.



Qui est Charlie ? Sociologie d'une crise religieuse

Emmanuel Todd, Seuil, mai 2015, 243 p., 18 €

Tour à tour passionnant et étonnant pour le lecteur, le nouveau livre d'Emmanuel Todd est tout simplement stimulant. Il se propose de traiter du sens profond de la mobilisation massive qui a succédé aux attentats des 7 et 9 janvier 2015, contre la rédaction de *Charlie Hebdo* puis contre un magasin juif. Il s'attache en particulier à lier les immenses manifestations du 11 janvier à l'analyse qu'il a formulée ces dernières années, tout particulièrement concernant la disparition progressive de la pratique religieuse catholique - mais aussi de ce qui reste de la culture inégalitaire qui lui est liée - et concernant l'affaiblissement de l'exigence d'égalité dans notre société, malgré l'omniprésence médiatique du thème de la République. Dans *Qui est Charlie ?*, il évoque aussi de front les problèmes posés par l'islamophobie et par l'antisémitisme et la manière d'y faire face.

L'appréciation des manifestations du 11 janvier

À propos de cette journée historique de manifestations, Emmanuel Todd formule un jugement complexe, souvent contradictoire et finalement confus. D'une part,

il considère que la foule du 11 janvier était « *loin d'être antipathique* », « *marchant pour le respect des libertés, parsemée de drapeaux de toutes les nations, affirmant haut et fort la différence entre*

Contrairement à ce qu'écrivait Emmanuel Todd, il existait surtout une composante égalitaire dans les manifestations du 11 janvier, en partie explicite lorsqu'elle exprimait le désir de vivre dans le respect de chacun et de tous, et en partie implicite.

l'islamisme radical, rejeté, et l'islam ordinaire, accepté ». D'autre part, il parle à plusieurs reprises d'un « *moment d'hystérie* », et d'une « *manifestation de fausse conscience* », « *convoquée par le gouvernement* », où les manifestants

ne savaient pas pourquoi ils étaient là¹. On s'étonne que l'auteur rappelle qu'il n'avait eu aucune difficulté à exprimer à chaud, lors des émeutes des banlieues en 2005, qu'elles portaient une exigence d'égalité², alors que, concernant les manifestations du 11 janvier, ●●●

1. Emmanuel Todd : « *Si nul n'est censé ignorer la loi, nul n'est censé ignorer pourquoi il manifeste* ».

Nous pensons d'abord que les manifestants étaient porteurs de nombreuses motivations, et que les considérer comme complexes ou contradictoires ne doit pas conduire à le nier. D'autre part, chacun n'est pas censé savoir pourquoi il manifeste de la même manière qu'il est censé ne pas ignorer la loi. Ne reproduisons pas au plan politique les schémas inégalitaires qui existent devant la loi.

2. Le sens des émeutes n'était généralement pas exprimé par les émeutiers, mais l'analyse permettait en effet de pointer que la motivation fondamentale en était le problème des inégalités (ou l'enjeu de l'égalité). À ce sujet, lire les articles suivants :

- "Négation de la question sociale et dérive liberticide"

<http://www.combatenligne.fr/article/?id=590>

- "Une inédite contestation de l'ordre"

<http://www.combatenligne.fr/article/?id=588>

- "L'État incendiaire face aux banlieues en feu", entretien avec le sociologue Loïc Wacquant

<http://www.combatenligne.fr/article/?id=589>

●●● il ne saurait en dégager le sens. Mais alors, quelles sont les « quelques valeurs » de base » que seraient venus exprimer les millions de manifestants, que l'historien pointe sans précision ? Enfin, Todd parle même de la France mobilisée le 11 janvier comme de « un vieil ennemi, en cours de radicalisation » (nous allons y revenir).

Cependant, gardons l'essentiel. D'abord, l'auteur estime que la manifestation « ne parlait pas d'égalité ». En réalité, à de rares expressions près, la manifestation et les manifestants « ne parlaient pas » (par des slogans ou des banderoles), du fait des consignes officielles. À *Cerises*, contre l'esprit de censure imposé par l'État et les grands médias, nous avons

d'ailleurs tenu à exprimer le sens de notre propre participation à la manifestation (lire l'encadré p. 3). D'autre part, Todd pointe « l'absence » du monde populaire, des jeunes de banlieues, des ouvriers de province dans les cortèges. Cette affirmation est cependant (fortement) nuancée par les enquêtes réalisées auprès des manifestants, comme en témoignent deux chercheurs dans *Le Monde*³.

Un silence regrettable

Le 9 janvier 2015, deux jours après les assassinats de *Charlie Hebdo* et avant les manifestations du 11 janvier, *Cerises* titrait sur « Face au consensus hypocrite, le sens de notre 'Nous sommes Charlie' ». Nous écrivions notamment : « Notre cri "Je suis, Nous sommes Charlie" est un cri – plus ou moins consensuel – pour la liberté de la presse et la liberté d'expression. C'est aussi un cri – bien moins consensuel – contre les amalgames islamophobes et les instrumentalisation misérables qui, provisoirement tapies dans l'ombre, ne vont pas manquer d'advenir. Notre cri est enfin un cri non consensuel en faveur d'une mobilisation de la société face aux dynamiques mortifères à l'œuvre. Toute une partie de la jeunesse est aujourd'hui abandonnée. Les habitants des quartiers populaires sont relégués et discriminés. (...) Qui ne voit pas que l'évènement n'est pas une "affaire de fous" mais un symptôme : le symptôme d'un système économique toujours plus inégalitaire ; le symptôme d'un système social discriminant ; le symptôme d'un système démocratique en ruine ? (...) Prenons garde : derrière le consensus hypocrite de l'unité nationale, il n'y a que le mauvais terreau sur lequel se dégrade rapidement l'idée même de société. » Une semaine plus tard, notre dossier portait le titre : « Dans quel monde vivons-nous ? Dans quelle société voulons-nous vivre ? ». Nous écrivions par exemple : « Les parcours de ces jeunes sont de purs "cheminements républicains". Ce sont les produits d'une République à bout de souffle, qui ne tient aucune de ses promesses : quelle liberté ? quelle égalité ? quelle fraternité ? »

C'est pourquoi quand, dans son livre, Emmanuel Todd justifie aujourd'hui de s'être tu au lendemain de l'évènement car « en janvier 2015, une analyse critique aurait été inaudible », nous répondons sans hargne qu'au contraire sa voix comme beaucoup d'autres auraient dû peser et qu'elle a fait défaut.

● G. A.

Notre éditorial du 9 janvier est ici : <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4760>. Notre dossier du 16 janvier est ici : <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=4767>

Au terme d'une analyse statistique rapportant le volume de la participation aux cortèges du 11 janvier à la place des idéologies par zones géographiques, Emmanuel Todd estime que « les déterminations de sa mise en marche sont, pour l'essentiel, les mêmes que celles du vote pour Maastricht. Les couches sociales motivées furent les classes moyennes issues du secteur public et du secteur privé, enrichies dans les provinces d'une forte composante catholique zombie » (expression qui évoque les anciens territoires à forte implantation religieuse)⁴. L'auteur désigne par le terme de néo-républicanisme la motivation républicaine mais non égalitaire.

On pourrait cependant faire une observation de portée générale : il importe de n'oublier à aucun moment qu'en ●●●

3. « Le simplisme d'Emmanuel Todd démonté par la sociologie des 'Je suis Charlie' », Vincent Tiberj et Nonna Mayer, *Le Monde*, 19 mai 2015.

4. Rappelons tout de même que le vote en faveur du Traité de Maastricht a été acquis par 51,04 % des suffrages exprimés, ce qui montre l'ampleur de la résistance à la logique inégalitaire, confirmée en 2005 par la victoire du non au Traité constitutionnel européen.

●●● cherchant à analyser ce qui s'est passé, on doit éviter une vision unilatérale, qui donnerait un sens général aux événements là où ce sont précisément des sens contradictoires qui peuvent être mis en exergue (plutôt qu'adoptés successivement, avec l'impression d'incohérence qui en ressort). S'agissant d'une manifestation millionnaire, organisée dans l'émotion, sans revendication unique, pétrie de paradoxes, où l'on a à la fois des injonctions politiques et médiatiques et de la spontanéité citoyenne, de la manipulation par l'État et un refus virulent d'être manipulé... on ne devrait pas oublier que chaque personne est elle-même traversée par des valeurs et des sentiments contraires. Lisant Emmanuel Todd, on a envie de souligner les limites d'une approche uniquement macroscopique, et trop occupée à justifier sa thèse initiale.

Tenant de décrypter les valeurs latentes de la mobilisation, Todd se risque : « *Il s'agissait avant tout d'affirmer un pouvoir social, une domination, objectif atteint en défilant en masse, derrière son gouvernement et sous le contrôle de sa police.* » Cela ne manque pas de piquant, mais ne s'éloigne-t-on pas un peu trop d'une quête objective de vérité, surtout lorsqu'on poursuit un peu plus loin : « *La République qu'il s'agissait de refonder mettait au centre de ses valeurs le droit de blasphémer sur le personnage emblématique d'une religion minoritaire, portée par un groupe*

défavorisé. » Et encore : « *Des millions de Français se sont précipités dans les rues pour définir comme besoin prioritaire de leur société le droit de cracher sur la religion des faibles.* »⁵ Les vraies valeurs de « *référence de Charlie* » pourraient donc être « *l'autorité et l'inégalité* ». Cependant, « *Nous ne disposons pas (...) du recul qui nous autoriserait à dire, dès aujourd'hui, que Charlie va engendrer un monstre autoritaire et inégalitaire* » : ouf !

Pour notre part, nous raisonnons autrement : la crainte que la manifestation du 11 janvier dérape en une mobilisation explicitement sécuritaire et ouvertement xénophobe ne s'est pas concrétisée ; autre chose est que le pouvoir, le gouvernement et les principaux partis engendrent un monstre autoritaire et inégalitaire, mais c'est précisément l'enjeu de la bataille idéologique actuelle : mettre l'égalité au centre du débat public. Contrairement à ce qu'écrit Emmanuel Todd, il existait surtout une composante égalitaire dans les manifestations du 11 janvier, en partie explicite lorsqu'elle exprimait le désir

5. On pouvait trouver dans la manifestation autant d'exemples radicalement contraires : pour beaucoup de manifestants interrogés par les grands médias, et selon nous pour l'immense majorité des participants, il ne s'agissait pas de mettre au centre des valeurs de la République le droit de blasphémer, ni de définir comme besoin prioritaire de leur société le droit de cracher sur la religion des faibles, etc.

de vivre dans le respect de chacun et de tous, et en partie implicite.

Une crise religieuse

Emmanuel Todd travaille le plus souvent sur le temps long. Il reprend dans ce livre certains enseignements de ses travaux précédents, soulignant notamment la disparition progressive des pratiques religieuses et le pas franchi avec l'adoption du mariage pour tous : « *un pas en avant supplémentaire dans la rupture de la nation avec la vision chrétienne traditionnelle de la famille* ». Cette évolution produit pour l'auteur des « *problèmes d'équilibre psychologique et politique à la population* », surtout dans le contexte socioéconomique que nous connaissons. Sa thèse est que la configuration actuelle nourrit une logique qui peut conduire du catholicisme à la xénophobie : d'un système à vocation universelle à un système inégalitaire ou non égalitaire, où la fin du catholicisme laisse un vide générateur d'anxiété. Pour Emmanuel Todd, c'est au fond ce phénomène anthropologique profond qui aurait conduit à ce que l'essentiel des manifestants du 11 janvier ait défilé non pour le deuxième terme de la devise de la République - l'égalité -, mais seulement pour le premier. C'est, selon lui, le symptôme du remplacement de la religion par le projet économique libéral inégalitaire.

Au plan politique, la mutation du Parti socialiste correspond à ce mouvement : il absorbe les transfuges du ●●●

●●● catholicisme, avec leurs bagages mentaux inégalitaires. Et c'est pourquoi « *Le Parti socialiste devient peut-être au fond plus insensible, plus dur aux faibles que ne l'était la droite conservatrice. Le catholicisme social, lui, méprisait l'argent et encourageait chez les privilégiés le sentiment d'une responsabilité vis-à-vis des pauvres* ». Le propos est percutant, mais il mériterait sans doute d'être quelque peu nuancé, par exemple en prenant en compte les réalités cruelles des politiques des gouvernements de droite.

Ceci dit, dans la situation actuelle de passage au « *vide infini d'un monde sans Dieu* », il existerait un « *risque métaphysique* » : « *nous devons nous représenter la population de l'Hexagone comme à la recherche d'un adversaire structurant, d'une cible.* » Emmanuel Todd considère que cet adversaire "nécessaire" au système pour remplacer le catholicisme est l'Islam : « *La diabolisation de l'islam répond au besoin intrinsèque d'une société totalement déchristianisée.* » Nous allons y revenir.

L'égalité en berne ?

La réalité néo-républicaine d'aujourd'hui, c'est l'approbation d'un État social, qui, selon Emmanuel Todd, n'est plus le vieil État social d'après-guerre, né des luttes de la classe ouvrière et de la longue ascension de l'égalité démocratique, mais « *l'État social des classes moyennes* ». Il se satisfait du chômage de masse,

de l'*Apartheid* territorial (la « *relégation périphérique des classes populaires* », qui toutefois n'est pas nouvelle...), de l'augmentation des inégalités, bref est autiste à la situation sociale actuelle, tout en prétendant que les pauvres ne payent pas d'impôts – comme s'ils ne

**La thèse du livre
est que la configuration
actuelle nourrit
une logique qui peut
conduire du catholicisme
à la xénophobie :
d'un système à vocation
universelle à un système
non égalitaire,
avec le remplacement
de la religion
par le projet économique
libéral inégalitaire.**

payaient pas la TVA. Ainsi, l'anthropologue considère que la réalité du modèle français est faite de deux éléments fondamentaux : une « *superstructure doctrinale libérale et égalitaire venue du passé* » et une « *infrastructure mentale autoritaire et inégalitaire du présent* ». Et d'évoquer le « *début d'un glissement des classes moyennes vers un inégalitarisme explicite, incluant la désignation d'un bouc émissaire* ».

Emmanuel Todd propose une intéressante analyse des difficultés contemporaines du principe de l'égalité. Il rappelle d'abord que « *ce sont des systèmes politiques représentatifs qui ont accepté et organisé l'ouverture de l'échelle des revenus* ». Certes, on peut discuter de l'idée selon laquelle « *les corps électoraux ont bel et bien accueilli avec ferveur les discours sur l'individu triomphant, la règle du jeu néolibéral, la nécessité de la compétition, les bienfaits promis de l'inégalité* » - les 30 dernières années ne sont-elles pas plutôt celle de l'abstention et d'une désaffection croissante des citoyens vis-à-vis de la démocratie représentative ? -, mais les phénomènes de fond sont là. Ainsi, par exemple, la promesse de réussite et l'alphabetisation de masse sont devenues synonymes d'insuffisance, puisque désormais pour réussir, il faut aller beaucoup plus loin dans les études secondaires. Ainsi est (ou semble) brisée la machine qui « *faisait vivre, en milieu populaire, la foi dans le progrès, dans l'éducation* », qui correspond à la période d'influence puissante du PCF.

Le triomphe de « *l'individualisme égalitaire laisse sans filet de sécurité les hommes et les femmes en difficulté dans une période d'évolution sociale rapide et de reconversion économique incessante* ». La France favorable à l'inégalité - la France du "catholicisme zombie", selon Todd - ne pèse pas nécessairement plus lourd qu'autrefois, mais « *son fond anthropologique est adapté au mou-* ●●●

●●● *vement actuel de l'histoire* », dont « *l'axe principal est la course à l'inégalité* ». Cependant, manque peut-être ici la prise en compte de certaines aspirations individuelles, qui pèsent dans le sens de la solidarité, du lien social, ou par exemple de l'appropriation de la politique par les citoyens. N'évoquant pas cet aspect des réalités contradictoires à l'oeuvre, Emmanuel Todd se focalise sur le fond inégalitaire des pays qui domine l'Europe - Allemagne en tête -, au détriment des pays du Sud égalitaire.

Todd évoque le mouvement de la France institutionnelle, de politiques "pareillement universalistes" en direction de l'Allemagne et des pays arabes, sous De Gaulle (oublié, le temps des colonies ?), et la situation actuelle : « *L'Allemagne est redéfinie comme supérieure et doit être imitée ou obéie. Le monde arabe est perçu comme inférieur et doit être modernisé ou relégué* ». Cette inégalité de traitement, et donc la xénophobie qui en découle vis-à-vis du monde arabe, vont à l'encontre de la « *xénophobie universaliste* » qui consiste à « *détester tous les peuples également* ». Pour notre part, nous réfutons cette approche en terme de concurrence des détestations, entre lesquelles nous n'avons pas envie de choisir. Toujours est-il que l'on constate et s'alarme avec l'auteur que « *l'islamophobie, de plus en plus, semble l'horizon de l'Europe et les partis politiques français vont devoir choisir* ».

Oligarchie de masse ?

Todd effectue un curieux glissement : « *Une foule de 1,5 à 2 millions de personnes aura donc accepté de défiler derrière cette incroyable collection de geeks monétaires, budgétaires et militaires. (...) Cette immense manifestation néo-républicaine nous oblige à admettre que la montée de l'inégalité en France ne résulte pas de la conspiration d'une*

On ne saurait confondre l'oligarchie - le petit groupe qui prend les décisions économiques décisives, influence les décisions des États... - et l'influence de l'idéologie inégalitaire au sein des classes moyennes. Il n'y a pas d'oligarchie de masse.

minuscule élite, ou même des 1 % de personnes qui touchent les plus hauts revenus. (...) Oui, la France est bien en train de muter en un système oligarchique, mais ce serait une erreur d'imaginer à sa tête, à l'ancienne, un club très fermé de 200 familles, ou même de 150 000 personnes. Une oligarchie de masse émerge (...) ». Il n'est pas besoin

de vouloir se rassurer pour voir ce qui ne colle pas dans ce raisonnement.

D'abord, rappelons le fait que les manifestants n'ont pas défilé derrière les chefs d'État : tout le monde le sait, pour avoir vu les images télévisées de ce rassemblement des chefs d'État, précisément à l'écart de la manifestation. Ensuite, on ne voit pas en quoi le fait de manifester contre le terrorisme, pour la liberté de la presse, la liberté d'expression constitue une adhésion à l'oligarchie qui écrase les peuples par les politiques néolibérales. Le raccourci est un peu... court !

Enfin, on ne saurait confondre l'oligarchie - le petit groupe qui, en effet, prend les décisions économiques décisives, influence les décisions des États, gouverne au niveau mondial les principaux conflits géopolitiques - et l'influence de l'idéologie inégalitaire au sein des classes moyennes. Classer de manière systématique les classes moyennes du côté de l'oligarchie, c'est une forme de démission politique qui ne peut que conduire au désespoir. L'enjeu politique est précisément la conquête de l'hégémonie au sein de cette classe dont le positionnement est l'enjeu idéologique décisif aujourd'hui. Pour autant, en cherchant à ne pas passer à la trappe l'ensemble du propos de Todd parce que bien des aspects nous semblent contestables, ce que nous tirons d'essentiel de son propos, ●●●

●●● c'est qu'il y a un combat à mener pour que la classe moyenne s'ouvre à la question des banlieues, des enfants d'immigrés et aussi de l'avenir des milieux populaires ruraux.

Paris, territoire à l'orientation idéologique incertaine

Emmanuel Todd évoque le « *mystère de Paris* » : la capitale semble une ville-monde, « *où se retrouvent tous les peuples de la terre* », elle a un fond anthropologique égalitaire ; mais dans le même temps, elle « *joue un rôle majeur dans la dérive inégalitaire du système national* ». D'un côté, donc, le phénomène connu par lequel, en dépit de l'ampleur et de la rapidité des phénomènes de migration et de mobilité, ce qui domine toujours dans les grandes villes, c'est l'intégration, ou l'assimilation des arrivants dans la culture d'accueil. « *Les immigrés, toujours et partout, ont pour destin, si la société d'accueil ne leur interdit pas, de devenir des citoyens du lieu* ». Todd estime, contre le discours multiculturaliste sur le respect de la différence que « *la vérité est que tout homme, là où il se trouve, et même s'il veut rester fidèle autant qu'il le souhaite à ce qui lui vient de sa famille, aspire par-dessus tout à devenir un homme parmi les hommes* ».

Le problème est aujourd'hui le poids des logiques économiques et sociales ségrégatives. Ainsi, il existe aujourd'hui une « *désactivation de la valeur d'éga-*

lité en région parisienne, dans l'idéologie comme dans les comportements politiques ». Todd résume ainsi son hypothèse : « *la nouvelle stratification éducative, cause de l'émergence d'un subconscient social inégalitaire, fonctionne à plein régime en Ile-de-France.* »

On peut illustrer ce phénomène : au lieu de constater, comme beaucoup d'observateurs l'ont fait au cours des vingt dernières années, que Paris aurait viré à gauche, nous devrions considérer l'évolution électorale de la capitale comme une conversion aux politiques sociales-libérales menées par le PS, avec le soutien d'EELV, c'est-à-dire à des politiques qui aggravent les fractures sociales et territoriales. Là encore, cependant, le raisonnement manque de nuance.

Dans les quartiers boboisés, nous avons désormais une domination des classes moyennes supérieures, indifférentes aux quartiers populaires et au sort des jeunes qui en sont issus : la pauvreté visible dans les artères commerçantes de ces quartiers expriment d'ailleurs qu'il existe ici un vaste marché de la charité. Illustration concrète du nouveau discours institutionnel (prétendument socialiste), le journal de la municipalité du 11^e arrondissement de ce mois de mai contient une rubrique « *Mémoire – Se souvenir des morts de la rue* », qui se présente ainsi : « *Chaque année, des personnes qui vivent dans la rue meurent dans notre arrondissement. Il s'agit souvent de*

personnes anonymes, dont le visage nous est familier mais dont nous ignorons la plupart du temps le nom. C'est pourquoi il a été décidé qu'un hommage leur soit rendu en conseil d'arrondissement à la fin de chaque hiver, en indiquant leur nom, leur âge, leur date de décès, suivi d'une minute de silence. Un hommage a ainsi été rendu lors de la séance du 4 mars à (...) ». Amen, et surtout que ne soit posée aucune question sur les causes, les parcours, les alternatives à la mort sur le trottoir.

Tout cela ne signifie pas que les différents milieux ne produisent pas des valeurs égalitaires, mais le « *cadre supérieur aisé, le "bobo", l'homme des banlieues ou des quartiers devient un type en soi, géographiquement séparé des autres* ». Todd n'en conclut pas à un phénomène définitif ni même durable : il parle d'« *éclipse du tempérament égalitaire* » parisien et estime que « *ce qui a motivé la manifestation parisienne* » reste incertain. Il souligne d'ailleurs que l'histoire n'est pas immobile.



● Gilles Alfonsi

Suite dans notre prochain numéro : Emmanuel Todd, le FN, l'islam, l'antisémitisme et... l'avenir.

De Macron à *France Musique*

La difficulté à faire face à la casse méthodique du Code du travail devrait nous inciter à élargir le champ de nos questionnements. Peut-on limiter le travail au temps passé dans les murs de l'entreprise ? Les menaces qui pèsent sur *France Musique* devraient nous conduire à nous interroger sur ce qu'est la richesse : argent ou production de civilisation ?

Pourquoi lier les deux ? Dans les deux cas, la construction des individus et de la société est mise en cause.

Il y a une interpénétration entre travail et "hors" travail, qui tient à l'engagement de l'individu. Sous l'effet d'une fantastique accélération du rythme de l'évolution des connaissances (le Minitel paraît bien loin ; le magnétoscope a duré à peine plus), les conditions de la production et des services se posent en termes historiquement nouveaux. Les entreprises managériales témoignent du besoin de plus en plus grand de recourir à la totalité de l'individu, y compris à ses capacités d'initiatives, d'imagination, son psychisme. De fait, le rapport salarial traditionnel est obsolète et le rapport à la culture n'est pas un *supplément d'âme*.

Soit c'est le capital qui s'empare de cet enjeu, et peut-être n'en mesure-t-on pas encore tous les dégâts. Soit nous pensons autrement le travail, en l'inscrivant comme production de société et résultant de toutes les pratiques sociales. Il s'agit de dégager tout de suite des objectifs de luttes dont le sens permet de ne pas en rester à la défense des acquis et que la recherche de nouveau ne soit plus du côté du capital.

Il y a en gestation une *unité de l'activité humaine*. Elle réconcilie l'individu avec lui-même et avec les autres. Or, il y a déjà des brèches dans le salariat : les congés maternité, les heures syndicales payées, c'est du travail ?

C'est la société qui rémunère le besoin de se reproduire dans le premier cas, ou de se construire de manière viable. Et le temps dit de loisirs, c'est du superflu ou de l'intelligence et de l'esprit d'initiative en construction ? Ce ne sont pas des cadeaux : la société rémunère ce qui lui est indispensable. En rester à considérer ces réalités simplement comme des acquis sociaux nous prive de nous appuyer sur leur portée réelle. En étant schématique : un enseignant qui va au théâtre le soir, il s'amuse ou il travaille ? Et la retraite ? Des enseignants qui s'occupent d'enfants, c'est un métier rémunéré (fort mal) et des parents ou grands-parents qui s'occupent des mêmes enfants, cela n'est plus reconnu.

Il n'y a pas de réponse à la crise à partir des concepts issus de la révolution industrielle. L'efficacité requiert l'implication de l'individu dans la totalité de son être. Elle interdit de rester enfermé dans la schizophrénie sociale induite par le capitalisme : demander à un travailleur de mobiliser toutes ses facultés sauf celles qui touchent à son émancipation, lui demander un grand esprit d'initiative sauf pour ce qui concerne la stratégie et la finalité de son entreprise ; attendre de lui un renouvellement constant de ses connaissances mais ne pas reconnaître ce que cela nécessite en termes d'acquisition culturelle ; établir des liens de coopération avec d'autres métiers que le sien mais en lui refusant de quoi alimenter d'autres rapports sociaux. Autant de contradictions qui invitent à toucher de manière structurelle à ce que l'on appelle le travail et ce que l'on désigne comme "coût".

Il est temps que ce soit d'autres que les exploités qui pensent la société.

● Pierre Zarka



D comme Démocratie (I) (la souveraineté des arguments)

Toute défense de la démocratie suppose une critique de la démocratie. Même si la démocratie est le plus souvent présentée comme un idéal universel, absolu et indépassable, toute démocratie réelle est relative et limitée.

Contrairement à l'idée aujourd'hui répandue, la « *démocratie tout court n'existe pas* », comme le faisait remarquer le philosophe Georges Labica¹. Et elle n'a jamais existé. Toute démocratie étant une forme de pouvoir d'État, dans une société de classes, elle suppose une certaine violence. Car ce pouvoir s'exerce au profit de certains et au détriment d'autres, qui en sont exclus. La démocratie athénienne reposait sur l'exclusion des étrangers, des métèques et des esclaves qui constituaient la majorité de la population. Cet idéal, sans doute absolu et

incontestable pour ceux qui pouvaient débattre et voter dans l'agora, reposait sur des rapports sociaux historiquement définis. « *Le contenu de la démocratie antique, disait Marx, c'est la société esclavagiste.* » Chaque démocratie (qui est une organisation de la "superstructure") a pour condition et pour contenu concret les rapports sociaux qui définissent l'infrastructure de la société qu'elle exprime et qu'elle règle. Ainsi, la liberté et l'égalité des citoyens proclamés par la démocratie à l'époque de la bourgeoisie a pour base concrète la liberté et l'égalité des acteurs du marché, liberté et égalité qui sont des conditions juridiques du libre échange, notamment l'échange de la force de travail contre un salaire. Cette égalité en droit s'accommode fort bien, comme nous le voyons tous les jours, de la plus grande inégalité dans les faits. Elle en est l'inverse et la justification, le reflet idéologique qui la recouvre pudiquement en même temps que le moyen de la préserver en maintenant le consensus minimum sans lequel elle ne pourrait pas tenir. Dans *La Question juive* (un texte peu lu aujourd'hui car



victime d'un quiproquo), Marx procède à la critique de cette idéologie juridique abstraite². Cet état de la civilisation se caractérise par le fait que la liberté des individus n'apparaît pas comme le résultat de leur coopération (qui augmente pourtant réellement leur pouvoir sur le monde) mais de leur séparation, voire de leur compétition. Dans cette société, la liberté des uns, comme le dit l'adage, s'arrête où commence la liberté des autres. Ce contraste entre l'idéalisme des proclamations et le "matérialisme" le plus grossier de la vie pratique dans laquelle s'affrontent des intérêts opposés définit l'essence de ce qu'il faut bien appeler la "démocratie bourgeoise". Le reconnaître ne consiste pas à nier qu'il s'agisse d'une démocratie et qu'en tant que telle, elle présente certains traits qui participent de la construction d'une universalité de la démocratie, conçue

comme un processus historique forcément inachevé.

Cette conception de la démocratie comme production historique et création continue a pour fin, comme le notait Marx avec le sens de la dialectique qui était le sien, la disparition même de la démocratie, en même temps que sa réalisation, sa disparition en tant que forme de l'État et manifestation

d'une société divisée d'avec elle-même. Cette remarque liant réalisation de la démocratie et dépérissement de l'État n'est pas si abstraite et théorique qu'il y paraît. L'abandon de cette perspective dans les pays du "socialisme réel" a coïncidé avec le renforcement de l'État et le dépérissement plutôt des soviets, qui sont vite devenus des rouages administratifs de l'appareil d'État et non plus les organes de la souveraineté populaire spontanée qu'ils tendaient à être à leurs débuts. Aujourd'hui, dans la société capitaliste très avancée (trop, même... comme on pourrait le dire d'un fromage trop fait), cette question du dépérissement de l'État prend la forme contradictoire de la revendication ultra-libérale du "moins d'État", mais aussi de la

1. Georges Labica : *Démocratie et révolution*, Le Temps des Cerises.

2. Marx : *La Question juive*, La fabrique éditions.



●●● défense des services publics qui porte en elle l'aspiration à passer du « *gouvernement des hommes à l'administration des choses* ».

Regardons justement ce qu'est l'évolution de la démocratie bourgeoise à l'heure de la mondialisation capitaliste et de la contre-réforme ultra-libérale. Ce qui semble caractériser cette évolution, c'est d'abord que son caractère formel et limité s'est accentué. La démocratie «moderne» repose sur l'exclusion du plus grand nombre. Exclusion des étrangers, qui n'ont pas le droit de vote (et qui forment un bon tiers de la classe ouvrière). Exclusion aussi, même si elle est volontaire, de tous ceux qui s'abstiennent parce qu'ils en sont venus à la conclusion que voter ne servait à rien. On peut considérer sans exagération que la bourgeoisie a ainsi réussi à recréer les conditions d'une exclusion massive des prolétaires de la vie politique, d'une façon différente mais pas moins efficace qu'à l'époque du suffrage censitaire. La dialectique de la démocratie représentative aboutit ainsi à son contraire : la disparition de la représentation.

En même temps, et ceci explique largement cela, la démocratie moderne est de plus en plus une démocratie limitée, une démocratie «de basse intensité» où il est de plus en plus clair que le pouvoir réel est «ailleurs». La façon dont les instances européennes remettent en cause le suffrage universel (après le référendum sur Maastricht ou le vote des Grecs) en est la claire illustration. Même ceux qui détiennent le pouvoir politique n'ont cessé de répéter que le pouvoir réel est entre les mains des marchés financiers. Ils le font pour se dédouaner, mais aussi parce que c'est la vérité, le contenu concret de la démocratie actuelle du marché. Autre symptôme de ce dessaisissement de la démocratie représentative (qui devait auparavant réguler les litiges internes à la bourgeoisie) : le rôle de plus en plus grand et hors de tout contrôle des instances non élues et des prétendus experts de toute sorte.

Dans ces conditions, la question qui est posée n'est pas celle d'un simple perfectionnement, d'un simple développement de la démocratie actuelle, avec par exemple l'affirmation de droits nouveaux, comme l'entendait la social-démocratie et comme semble le penser aujourd'hui l'essentiel de la gauche.

L'heure serait plutôt à penser une «révolution démocratique» pour reconquérir une souveraineté du peuple sur la démocratie. D'où la pertinence du débat sur la VI^e République.

Mais une question se pose. Il n'y a pas de démocratie sans peuple. Or de quel peuple s'agit-il ? Peut-il y avoir révolution démocratique avec un peuple qui veut se débarrasser des pauvres et des étrangers et réclame toujours plus de policiers ? La révolution en question risque alors d'être une contre-révolution.

Depuis l'Antiquité, la question de la démocratie est inséparable de celle de la conscience. Pouvoir et savoir ont partie liée. Un vrai progrès démocratique supposerait un progrès de la conscience publique et des connaissances générales. Brecht, dans *Me Ti ou le livre des retournements*, disait déjà : « *la démocratie, c'est la souveraineté des arguments.* »

Ce qui définit une contradiction majeure et explique que la démocratie ne peut pas être un donné mais une conquête, un effort permanent. La révolution démocratique suppose de donner à la démocratie un autre contenu que les rapports sociaux actuels.

La démocratie ne peut pas être un donné mais une conquête, un effort permanent. La révolution démocratique suppose de donner à la démocratie un autre contenu que les rapports sociaux actuels.

Pour Lénine, cette conscience ne pouvait venir que de l'extérieur. D'où le rôle du parti et de la théorie. On sait comment cette conception a abouti à faire du parti un élément extérieur à la société et à reproduire l'aliénation politique. Reste un «noyau de vérité» dans cette idée : que la conscience des transformations nécessaires ne peut pas venir du simple jeu spontané des luttes économiques. Dans un ouvrage très éclairant écrit en 68 (*Demokratisierung heute und morgen*), Lukacs va plus loin³. Pour lui, extérieur ne veut pas dire extérieur à la société tout

entière. Il reproche à Staline, confronté à la nécessité du rattrapage industriel, d'avoir finalement enfermé le socialisme dans l'économisme. Or, l'économisme est l'idéologie de l'époque du capitalisme. La vraie subversion démocratique sera celle qui verra la démocratie subordonner l'économie (le règne de la nécessité) aux intérêts véritables de la société, pour avancer dans le sens du «règne de la liberté».

● **Patricia Latour et Francis Combes**



³. Georges Lukacs, traduction française de Gérard Cornillet, *Socialisme et démocratisation*, Messidor Éditions sociales.

Dans la *Revue du projet* de ce mois, Victor Blanc consacre une page¹ au poète américain Walt Whitman (1819-1882) dont il propose un poème, d'une brûlante actualité. Francis Combes a également cité, dans sa chronique sur le bonheur², ce « *barde* » qui « *chante le soi-même, une simple personne, séparée* », et d'un même souffle « *prononce le mot démocratique, le mot En-masse* ». Voici le poème.



Chanson de moi-même

Walt Whitman, un cosmos, le fils de Manhattan,
 Fort en gueule, charnel, sensuel, mangeur, buveur, baiseur,
 Pas sentimental, pas au-dessus des autres hommes, ni des autres femmes,
 ni à part d'eux,
 Ni plus immodeste que modeste.
 Qu'on dévisse les serrures aux portes !
 Qu'on dévisse les portes de leurs charnières !
 Si tu avilis quelqu'un c'est moi que tu avilis,
 Quoi que tu dises ou fasses cela me reviendra.
 En moi la foule des vagues de l'afflatus, en moi le courant et l'index.
 J'énonce le mot des premiers âges, je fais le signe de la démocratie,
 Bon Dieu ! Je n'accepterai rien dont personne n'aurait la contrepartie aux
 mêmes termes.
 Par moi toutes ces voix longtemps muettes,
 Ces voix d'interminables générations de prisonniers, d'esclaves
 Ces voix de désespérés, de malades, de voleurs, de nabots,
 Ces voix de cycles de préparation, d'accrétion,
 De fils connectant les étoiles, d'utérus, de semence de père,
 De droits d'individus opprimés par d'autres,
 De difformes, de laids, de plats, de méprisés, d'imbéciles,
 De la brume dans l'air, du scarabée roulant sa boule de fumier.
 Par moi les voix interdites,
 Les voix de la faim sexuelle, voix voilées – et moi j'enlève le voile –
 Les voix indécentes, clarifiées, transfigurées par mes soins.

Walt Whitman

Feuilles d'herbe

1. Voir la rubrique "Rencontres / à lire" sur le site www.comunistesunitaires.com.
2. "La poésie du bonheur", *Cerises* n° 166, 18/01/2013.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

